

CHAPITRE V. — *Durée de validité*

Art. 7. La présente convention collective de travail produit ses effets le 1^{er} juillet 2005 et cesse d'être en vigueur le 31 décembre 2007.

Elle remplace la convention collective de travail du 17 octobre 2005, conclue au sein de la Commission paritaire du transport, enregistrée sous le numéro 77417.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 17 mai 2007.

Le Ministre de l'Emploi,
P. VANVELTHOVEN

HOOFDSTUK V. — *Geldigheidsduur*

Art. 7. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2005 tot en met 31 december 2007.

Zij vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 oktober 2005, gesloten in het Paritair Comité voor het vervoer, geregistreerd onder het nummer 77417.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 17 mei 2007.

De Minister van Werk,
P. VANVELTHOVEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI,
TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

F. 2007 — 2861

[2007/202048]

4 MAI 2007

Arrêté ministériel définissant la procédure d'agrément
des entreprises d'insertion

La Vice-Première Ministre et Ministre du Budget et de la Protection de la consommation,

Le Ministre de l'Emploi,

La Secrétaire d'Etat à l'Economie sociale,

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, § 1^{er}*bis*, alinéa 3, *m*, inséré par la loi du 13 février 1998;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, *m*, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer, notamment l'article 1, § 1^{er}, 2^o, et 1, § 2, 3^o.

Vu l'accord de l'Inspecteur des Finances donné le 5 septembre 2006;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget, donné le 27 novembre 2006;

Vu l'avis 41.813/1 du Conseil d'Etat, donné le 19 décembre 2006 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Arrêtent :

CHAPITRE 1^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o) entreprises d'insertion : les entreprises et associations telles que définies à l'art. 1^{er}, § 1^{er}, 2^o, de l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, *m*, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer et reconnues dans le cadre de cet arrêté;

2^o) le groupe cible : le groupe cible tel que défini à l'article 1^{er}, § 2, 3^o, de l'arrêté royal du 3 mai 1999 portant exécution de l'article 7, § 1^{er}, alinéa 3, *m*, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs relatif à la réinsertion de chômeurs très difficiles à placer;

3^o) les Ministres : le Ministre compétent pour l'Emploi et le Ministre compétent pour l'Economie sociale;

4^o) l'administration : la cellule économie sociale du SPP Intégration sociale, lutte contre la pauvreté et économie sociale;

5^o) l'accord de coopération relatif à l'économie plurielle : l'accord de coopération du 30 mai 2005 entre l'état fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone relatif à l'économie plurielle, approuvé par la loi du 10 mai 2006;

6^o) le Réseau des administrations : le groupe de travail des administrations institué dans le cadre de l'art. 5, § 6, de l'accord de coopération relatif à l'économie plurielle.

CHAPITRE II. — *De la commission d'agrément*

Art. 2. § 1^{er}. Il est institué une commission ad hoc qui a pour tâche d'étudier la recevabilité des dossiers de reconnaissances introduits et de formuler un avis aux ministres sur la reconnaissance.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID,
ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

N. 2007 — 2861

[2007/202048]

4 MEI 2007

Ministerieel besluit tot bepaling van de erkenningsprocedure
van de inschakelingsbedrijven

De Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting en Consumentenzaken,

De Minister van Werk,

De Staatssecretaris voor Sociale Economie,

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, § 1*bis*, derde lid, *m*, ingevoegd bij de wet van 13 februari 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen, inzonderheid artikel 1, § 1, 2^o, en 1, § 2, 3e lid.

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 5 september 2006;

Gelet op de akkoordbevinding van onze Minister van Begroting, gegeven op 27 november 2006;

Gelet op het advies 41.813/1 van de Raad van State, gegeven op 19 december 2006 met toepassing van art. 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Besluiten :

HOOFDSTUK 1. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o) inschakelingsbedrijf : de ondernemingen en verenigingen zoals bepaald in artikel 1, § 1, 2^o van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 houdende uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen en erkend in het kader van dit besluit.

2^o) "Doelgroep" : de doelgroep zoals bepaald in artikel 1, § 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot uitvoering van artikel 7, § 1, derde lid, *m*, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, betreffende de herinschakeling van zeer moeilijk te plaatsen werklozen;

3^o) de Ministers : de Minister bevoegd voor Werk en de Minister bevoegd voor Sociale Economie;

4^o) de administratie : de cel sociale economie binnen de POD Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie;

5^o) het Samenwerkingsakkoord meerwaardenconomie : het Samenwerkingsakkoord van 30 mei 2005 tussen de Federale Staat, het Vlaams, het Waals en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de meerwaardenconomie, goedgekeurd door de wet van 10 mei 2006;

6^o) Het netwerk van de administraties : de werkgroep van de administraties ingesteld in het kader van artikel 5, § 6, van het samenwerkingsakkoord meerwaardenconomie.

HOOFDSTUK II. — *De erkenningscommissie*

Art. 2. § 1. Er wordt een ad hoc commissie opgericht met als taak de ontvankelijkheid van de ingediende erkenningdossiers te onderzoeken en de ministers advies uit te brengen over de erkenning.

§ 2. La commission est composée de 2 personnes, une pour chaque rôle linguistique, issues du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale et de 2 personnes, une pour chaque rôle linguistique, issues du SPP Intégration sociale, lutte contre la pauvreté et économie sociale.

§ 3. Le secrétariat et la présidence de la commission ad hoc sont transférés, tous les ans, du SPP Intégration sociale, lutte contre la pauvreté et économie sociale au SPF Emploi, travail et concertation sociale ou inversement.

§ 4. Le Secrétariat de la commission ad hoc est assuré par l'administration.

CHAPITRE III. — *De la procédure d'octroi ou de renouvellement de l'agrément*

Art. 3. La demande d'agrément ou de renouvellement d'agrément, dont le modèle est déterminé par la commission ad hoc, est introduite auprès de l'administration soit par lettre recommandée, soit par voie électronique.

Elle est accompagnée d'un dossier reprenant :

1°) le formulaire de demande dont le modèle est déterminé par la commission ad hoc;

2°) les statuts de l'entreprise d'insertion;

3°) une description du projet;

4°) le nombre de travailleurs prévu pour le projet et leur régime de travail;

5°) le nombre de travailleurs déjà occupés au sein du projet et leur régime de travail;

6°) un relevé du personnel qui assurera l'encadrement des demandeurs d'emploi difficiles à placer;

7°) l'engagement que, pendant la première année suivant la date d'agrément, au moins 30 pour cent des travailleurs occupés dans le cadre du projet relèvent du groupe cible, et à partir de la quatrième année suivant la date d'agrément, au moins 50 pour cent;

8°) une copie des agréments éventuels en tant que qu'initiative d'insertion régionale.

Art. 4. § 1^{er}. Dans un délai de quinze jours à date de la réception de la demande d'octroi ou de renouvellement de l'agrément, l'Administration adresse à l'entreprise d'insertion, soit un accusé de réception mentionnant que le dossier est complet ainsi que la date de prise d'effet du délai visé à l'article 5, § 1^{er}, du présent arrêté, soit un avis l'invitant à compléter le dossier.

Dans ce dernier cas, dès que l'Administration constate que le dossier a été complété, elle en avise l'entreprise d'insertion et lui indique la date de prise d'effet du délai visé à l'article 5, § 1^{er}, du présent arrêté.

§ 2. Dès qu'elle dispose d'un dossier complet, l'Administration le transmet à la Commission ad hoc.

Art. 5. § 1^{er}. La commission ad hoc dispose d'un délai de quarante jours calendaires à compter de la date du jour qui suit la réception du dossier complet pour transmettre un avis sur le projet aux Ministres.

§ 2. La commission ad hoc doit demander l'avis du réseau des administrations. Cet avis est demandé dès réception du dossier complet de demande d'agrément.

En l'absence d'avis du réseau des administrations dans un délai de 35 jours calendriers, l'avis est réputé favorable.

§ 3. L'avis de la commission ad hoc, accompagné de l'avis du réseau des administrations est transmis aux Ministres qui prennent une décision sur l'octroi ou le refus motivé de la reconnaissance dans un délai de 15 jours à dater de la réception de l'avis.

La décision des ministres est communiquée immédiatement à la commission.

§ 4. La décision des Ministres d'octroi ou de refus motivé de l'agrément est notifiée à l'entreprise, par l'administration, par lettre recommandée.

CHAPITRE IV. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 6. Les entreprises et associations visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 1^o, de l'arrêté royal du 3 mai 1999 mentionné ci-dessus, qui disposent encore au 1^{er} janvier 2007 d'une attestation valable délivrée, par le Directeur général de la Direction Générale de l'Emploi et du Marché du Travail du SPF Emploi, Travail et Concertation Sociale, sur base de

§ 2. De commissie bestaat uit 2 personen, een voor elke taalrol, van de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg en 2 personen, een voor elke taalrol, van de POD Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie.

§ 3. Het secretariaat en het voorzittersschap van de ad hoc commissie worden elk jaar overgedragen van de POD Maatschappelijke Integratie, Armoedebestrijding en Sociale Economie naar de FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg of omgekeerd.

§ 4. Het secretariaat van de ad hoc commissie wordt door de administratie verzekerd.

HOOFDSTUK III. — *De procedure tot toekenning of hernieuwing van de erkenning*

Art. 3. De aanvraag tot erkenning of tot hernieuwing van de erkenning, waarvan het model wordt bepaald door de ad hoc commissie, wordt hetzij per aangetekende brief hetzij via elektronische weg ingediend bij de administratie. Ad hoc commissie, wordt hetzij per aangetekende brief hetzij via elektronische weg ingediend bij de administratie.

De aanvraag gaat vergezeld van een dossier dat bestaat uit :

1°) het aanvraagformulier waarvan het model wordt bepaald door de ad hoc commissie;

2°) de statuten van de inschakelingsbedrijf;

3°) een beschrijving van het project;

4°) het aantal voorziene werknemers voor het project en hun arbeidsstelsel;

5°) het aantal werknemers dat al binnen het project tewerkgesteld is en hun arbeidsstelsel;

6°) een opgave van het personeel dat zal zorgen voor de omkadering van de moeilijk te plaatsen werklozen;

7°) het engagement dat tijdens het eerste jaar volgend op de datum van erkenning minstens 30 procent van de in het kader van het project tewerkgestelde werknemers behoort tot de doelgroep, en minstens 50 procent vanaf het vierde jaar volgend op de erkenningsdatum;

8°) kopie van de eventuele erkenningen als regionaal inschakelingsinitiatief.

Art. 4. § 1. Binnen een termijn van 15 dagen na ontvangst van de aanvraag tot toekenning of hernieuwing van de erkenning zendt de administratie het inschakelingsbedrijf hetzij een ontvangstbewijs met de vermelding dat het dossier volledig is alsmede de datum van inwerkingtreding van de termijn bepaald in artikel 5, § 1, van dit besluit, hetzij een bericht dat verzoekt om het dossier te vervolledigen.

In dat laatste geval verwittigt de administratie het inschakelingsbedrijf zodra ze vaststelt dat het dossier werd vervolledigd, en deelt zij haar de datum van inwerkingtreding mee van de termijn bepaald in artikel 5, § 1, van dit besluit.

§ 2. Zodra de administratie over een volledig dossier beschikt, zendt zij het naar de ad hoc commissie.

Art. 5. § 1. De ad hoc commissie beschikt over een termijn van veertig kalenderdagen vanaf de dag volgend op de ontvangst van het volledige dossier om de Ministers een advies over het project te bezorgen.

§ 2. De ad hoc commissie moet het advies inwinnen van het netwerk van de administraties. Dat advies wordt gevraagd zodra het volledige erkenningsaanvraagdossier is binnengekomen.

Bij ontstentenis van een advies van het netwerk van de administraties binnen de 35 kalenderdagen, wordt het advies geacht gunstig te zijn.

§ 3. Het advies van de ad hoc commissie, samen met het advies van het netwerk van de administraties, wordt aan de Ministers toegezonden, die binnen 15 kalenderdagen na ontvangst van de adviezen een beslissing nemen over de toekenning of de gemotiveerde weigering van de erkenning.

De beslissing van de ministers wordt onverwijld aan de commissie medegedeeld.

§ 4. De beslissing van de Ministers over de toekenning of de gemotiveerde weigering van de erkenning wordt door de administratie per aangetekende brief aan de onderneming medegedeeld.

HOOFDSTUK IV. — *Overgangs- en slotbepalingen*

Art. 6. De ondernemingen en verenigingen bedoeld in artikel 1, § 1, 1^o, van het voormeld koninklijk besluit van 3 mei 1999, die op datum van 1 januari 2007 nog steeds beschikken over een geldig attest afgeleverd door de Directeur-generaal van de Algemene Directie Werkgelegenheid en Arbeidsmarkt van de FOD Werkgelegenheid,

l'article 14, § 5, de l'arrêté royal du 16 mai 2003 pris en exécution du Chapitre 7 du Titre IV de la loi-programme du 24 décembre 2002 (I), visant à harmoniser et à simplifier les régimes de réductions de cotisations de sécurité sociale, peuvent continuer à utiliser cette attestation jusqu'à son échéance et ne doivent disposer d'une reconnaissance ou d'un renouvellement de reconnaissance, demandé suivant les procédures du présent arrêté, seulement à partir du jour qui suit l'échéance de leur attestation.

Art. 7. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2007.

Bruxelles, le 4 mai 2007.

Mme F. VAN DEN BOSSCHE
P. VANVELTHOVEN
Mme E. VAN WEERT

Arbeid en Sociaal Overleg, op basis van artikel 14, § 5, van het koninklijk besluit van 16 mei 2003 tot uitvoering van het Hoofdstuk 7 van Titel IV van de programmawet van 24 december 2002 betreffende de harmonisering en de vereenvoudiging van de regelingen inzake vermindering van de sociale zekerheidsbijdragen, kunnen van dit attest blijven gebruik maken tot op de vervaldatum en dienen slechts over een erkenning of hernieuwing van erkenning, aangevraagd volgens de procedure voorzien bij dit besluit, vanaf de dag na de vervaldatum van hun attest.

Art. 7. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2007.

Brussel, 4 mei 2007.

Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE
P. VANVELTHOVEN
Mevr. E. VAN WEERT

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE ET SERVICE PUBLIC FEDERAL SECURITE SOCIALE

F. 2007 — 2862

[C - 2007/22687]

30 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif à la tenue d'un registre de mesure du temps de travail dans les entreprises ressortissant à la commission paritaire de l'industrie hôtelière (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal n° 5 du 23 octobre 1978 relatif à la tenue des documents sociaux, notamment l'article 4, § 3, inséré par la loi du 1^{er} mars 2007 et l'article 5;

Vu l'avis du Conseil national du travail donné le 30 mars 2007;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 20 avril 2007;

Vu l'urgence motivée par les éléments suivants :

* le projet d'arrêté royal entre en vigueur le 1^{er} juillet;

* les employeurs et leurs secrétariats sociaux doivent être informés sans délai de la réglementation qui sera applicable de sorte qu'ils puissent prendre leurs dispositions pour être en ordre au regard de la nouvelle réglementation;

* le Fonds social doit mettre à disposition des employeurs avant le 1^{er} juillet 07 le registre de mesure du temps de travail;

* Les organisations sectorielles représentatives des employeurs et des travailleurs doivent pouvoir informer leurs membres; le monde des employeurs du secteur étant constituée principalement de petites entreprises (en moyenne moins de 10 travailleurs), cet effort d'informations exige un temps plus long que si le secteur était composé d'entreprises occupant en moyenne une centaine de travailleurs;

* Les services publics doivent également former les membres de leur personnel chargés de l'exécution ou du contrôle des nouvelles dispositions;

Vu l'avis n° 42.876/1 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2007, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les employeurs qui relèvent de la Commission paritaire de l'industrie hôtelière doivent tenir un registre de mesure du temps de travail pour leurs travailleurs occasionnels, conformément aux dispositions du présent arrêté.

Sont dispensés de la tenue du registre de mesure du temps de travail les employeurs visés à l'article 5bis, § 3, 1° de l'arrêté royal du 5 novembre 2002 instaurant une déclaration immédiate de l'emploi, en application de l'article 38 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° le registre de mesure du temps de travail : le document qui est conforme au modèle repris dans les annexes du présent arrêté;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST SOCIALE ZEKERHEID

N. 2007 — 2862

[C - 2007/22687]

30 APRIL 2007. — Koninklijk besluit betreffende het bijhouden van een register voor werktijdregeling in de ondernemingen die onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf ressorteren (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 23 oktober 1978 betreffende het bijhouden van sociale documenten, inzonderheid op artikel 4, § 3, ingevoegd bij de wet van 1 maart 2007, en artikel 5;

Gelet op het advies van de Nationale Arbeidsraad, gegeven op 30 maart 2007;

Gelet op de beraadslaging van de Ministerraad van 20 april 2007;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de volgende elementen :

* het ontwerp koninklijk besluit treedt op 1 juli in werking;

* de werkgevers en hun sociale secretariaten moeten onverwijld ingelicht worden omtrent de reglementering die toepasselijk zal zijn zodat zij hun schikkingen kunnen nemen om te op aanzien van de nieuwe reglementering in orde te zijn;

* Het Sociaal Fonds moet ter beschikking van de werkgevers vóór 1 juli 07 het register voor werktijdregeling stellen;

* De sectorale representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties moeten over de mogelijkheid beschikken om hun leden in te lichten; gezien het feit dat de werkgeverswereld van de sector voornamelijk samengesteld is uit kleine ondernemingen (gemiddeld minder dan 10 werknemers) vereist die informatie-inspanning meer tijd dan indien de sector uit onderneming met gemiddeld een honderdtal werknemers zou samengesteld zijn;

* De overheidsdiensten moeten eveneens hun personeelsleden belast met de uitvoering of de controle van de nieuwe bepalingen opleiden;

Gelet op het advies nr. 42.876/1 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2007, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werk en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De werkgevers die onder het Paritair Comité voor het hotelbedrijf ressorteren, moeten voor hun gelegenheidswerknemers een register voor werktijdregeling bijhouden overeenkomstig de bepalingen van dit besluit.

Worden vrijgesteld van het bijhouden van het register voor werktijdregeling de werkgevers bedoeld onder artikel 5bis, § 3, 1° van het koninklijk besluit van 5 november 2002, tot invoering van een onmiddellijke aangifte van tewerkstelling, met toepassing van artikel 38 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het register voor werktijdregeling : het document dat overeenstemt met het model opgenomen in de bijlagen bij dit besluit;